

Au Journal officiel du 18 au 24 mai 2019

27/05/2019

Au Journal officiel du 18 au 24 mai 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 18 mai 2019 :

- LOI n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à **sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'urbanisme et de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999* ;
- Décret n° 2019-464 du 17 mai 2019 portant **adaptation du Code de procédure pénale à la création du service d'enquêtes judiciaires des finances** . – *Modification du Code de procédure pénale*. – *Ce contient une date d'entrée en vigueur particulière à la date d'entrée en vigueur du décret portant création du service d'enquêtes judiciaires des finances (cf. art. 3)* ;
- Décret n° 2019-466 du 16 mai 2019 **revalorisant l'allocation temporaire d'attente, l'allocation de solidarité spécifique et l'allocation équivalent retraite** .

Au JO du 19 mai 2019 :

- Arrêté du 14 mai 2019 portant **modification des critères de déconcentration des procédures d'agrément prévues à l'article 44 septies, au II de l'article 209 et à l'article 1465 du Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts*.

Au JO du 21 mai 2019 :

- LOI n° 2019-469 du 20 mai 2019 pour la **protection foncière des activités agricoles et des cultures marines en zone littorale** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Décret n° 2019-472 du 20 mai 2019 relatif à la **collecte et la transmission d'informations et de documents relatifs aux déclarations et autorisations d'occupation des sols** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'urbanisme et du Code général des collectivités territoriales*.

Au JO du 22 mai 2019 :

- Décret n° 2019-474 du 21 mai 2019 pris en **application du dernier alinéa de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme** . – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2019-476 du 20 mai 2019 portant **publication du protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée** , adopté à New York le 31 mai 2001. – *Convention du 31 mai 2001 publiée par décret n° 2003-875 du 8 septembre 2003* ;
- Décret n° 2019-480 du 20 mai 2019 portant **publication des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques, adoptés à Ostende le 27 juin 2007** . – *Modification du décret n° 2000-830 du 24 août 2000* ;
- Décret n° 2019-481 du 21 mai 2019 **modifiant diverses dispositions du Code de l'urbanisme** . – *Modification du Code de l'urbanisme* ;
- Décret n° 2019-483 du 21 mai 2019 **fixant la liste des communes sur lesquelles le programme local de l'habitat précise l'offre de logements intermédiaires** ;

- Décret n° 2019-484 du 21 mai 2019 relatif au **délai au-delà duquel un logement, réalisé par une société civile immobilière et destiné à l'accession sociale à la propriété, peut être cédé à un organisme d'habitations à loyer modéré** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Arrêté du 21 mai 2019 portant **adaptation des dispositions relatives aux modalités d'organisation de l'examen technique d'aptitude à l'exercice de certaines missions de police judiciaire par les agents des services fiscaux** . – *Modification du Code de procédure pénale*. – *Ce texte entre en vigueur le 22 mai 2019 (cf. D. n° 2019-473, 21 mai 2019)* ;
- Arrêté du 13 mai 2019 relatif à la **prise de position formelle de l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation en matière de délais de paiement convenus et de garantie commerciale** .

Au JO du 23 mai 2019 :

- LOI n° 2019-485 du 22 mai 2019 visant à **favoriser la reconnaissance des proches aidants** . – *Modification du Code du travail, du Code de l'action sociale et des familles et du Code de la santé publique*. – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 23 novembre 2019 (cf. art. 4, II)* ;
- LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019 **relative à la croissance et la transformation des entreprises** . – *Modification notamment du Code de commerce, du Livre des procédures fiscales, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la sécurité intérieure, du Code de la sécurité sociale, du Code civil, du Code de l'aviation, du Code de la construction et de l'habitation, du Code forestier, du Code général des impôts, du Code général des collectivités territoriales, du Code du tourisme, du Code du travail, du Code de l'environnement, du Code des transports, du Code du service national, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de l'artisanat, du Code de procédure pénale, du Code des douanes, du Code des assurances, du Code de la consommation, du Code des juridictions financières, du Code de la propriété intellectuelle, du Code de la recherche, du Code de l'énergie, du Code de la commande publique, du Code de l'action sociale et des familles et modification de plusieurs textes non codifiés, ainsi que ratification de plusieurs ordonnances (près de 81 textes)*. – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur différés*.
- Décret n° 2019-488 du 22 mai 2019 relatif aux **personnes condamnées à une peine leur interdisant de se porter enchérisseur** . – *Modification du Code des procédures civiles d'exécution*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er septembre 2019 (cf. art. 6)* ;
- Décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 relatif aux **pharmacies à usage intérieur** . – *Modification du Code de la santé publique, du Code général des collectivités territoriales, du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2014-1284 du 23 octobre 2019* ;
- Décret n° 2019-490 du 21 mai 2019 précisant les **modalités de désignation du représentant permanent par les personnes mentionnées au 1° quater de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier** . – *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2019-494 du 21 mai 2019 **modifiant le décret n° 2000-1153 du 29 novembre 2000 relatif aux caractéristiques thermiques des constructions modifiant le code de la construction et de l'habitation et pris pour l'application de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie** . – *Modification du décret n° 2000-1153 du 29 novembre 2000* ;
- Décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 relatif à la **prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;
- Décret n° 2019-496 du 22 mai 2019 relatif à la **détermination individuelle de la quantité de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire consommée et à la répartition des frais de chauffage, de**

refroidissement et d'eau chaude sanitaire, dans les immeubles collectifs à usage d'habitation ou à usage d'habitation et professionnel . – Modification du Code de l'énergie ;

- Décret n° 2019-497 du 22 mai 2019 relatif à **l'occupation par des résidents temporaires de locaux vacants en vue de leur protection et préservation en application de l'article 29 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;**
- Décret n° 2019-498 du 22 mai 2019 relatif aux **aides de l'Agence nationale de l'habitat . – Modification du Code de la construction et de l'habitation ;**
- Décret n° 2019-499 du 22 mai 2019 relatif aux **indicateurs des conventions d'utilité sociale des sociétés de vente d'habitations à loyer modéré . – Modification du Code de la construction et de l'habitation ;**
- Arrêté du 14 mai 2019 **fixant une valeur limite d'exposition professionnelle indicative pour un agent chimique . – Modification de l'arrêté du 30 juin 2004. – Ce texte entre en vigueur le 24 mai 2004 (cf. art. 2).**

Au JO du 24 mai 2019 :

- Ordonnance n° 2019-501 du 22 mai 2019 portant **simplification de la procédure d'élaboration et de révision des schémas de raccordement au réseau des énergies renouvelables . – Modification du Code de l'énergie ;**
- Décret n° 2019-502 du 23 mai 2019 relatif à la **liste minimale des documents dématérialisés concernant la copropriété accessibles sur un espace sécurisé en ligne . – Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2020 (cf. art. 4, II) ;**
- Décret n° 2019-503 du 23 mai 2019 **fixant le montant minimal des pénalités applicables au syndic de copropriété en cas d'absence de communication des pièces au conseil syndical ;**
- Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 **relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme . – Modification du Code de l'urbanisme.**

La Rédaction législation